



**HAL**  
open science

## Perplexité à Sanaa

François Burgat

► **To cite this version:**

François Burgat. Perplexité à Sanaa : le onze septembre 2001 depuis le Yémen. Maghreb Machrek Monde Arabe, 2002, 174, pp.65-69. halshs-00141673

**HAL Id: halshs-00141673**

**<https://shs.hal.science/halshs-00141673>**

Submitted on 17 Apr 2007

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## Perplexité à Sana'a : le 11 septembre 2001 depuis le Yémen, *Maghreb Machreq*, Paris, La documentation française 2001, page 65 à 69

Résumé : Depuis le Yémen ou à l'écoute de la chaîne *Al Jezira*, on prend la mesure de la distance inquiétante qui se creuse entre l'information des rives occidentale et arabophone du monde. Le calme relatif qui prévaut au Yémen pendant la campagne américaine sur Kaboul et - toutes proportions gardées - le relatif libéralisme qui continue à y prévaloir tiennent notamment au fait qu'à Sanaa, quelles que soient les limites du parlementarisme, les forces politiques réelles, y compris les islamistes, y sont intégrées.

Abstract : When in Yemen or watching *Al Jezira* channel, one measures the disturbing distance which grows between Western and Arabic-speaking media. The rather quiet reaction of Yemenis vis-a-vis the US campaign on Kabul and the relative liberalism which continues to prevail in Yemen are due in particular to the fact that whatever the limits of Yemeni parliamentarism, real political forces, including the islamists, are inside the system.

Quelques jours avant le début de la campagne américaine contre l'Afghanistan, un éditeur du journal gouvernemental *Al Thawra* a choisi, pour rendre compte de l'état d'esprit de la rue yéménite, de répercuter les propos d'un vendeur de maïs grillé et de ses clients, installés le long de la route Sanaa Aden, au cœur du vieux pays. "Comment l'Amérique ose-t-elle prétendre combattre le terrorisme alors qu'elle terrorise elle-même le monde entier ?" disait le vendeur. "Et comment osent-ils nous accuser de n'avoir pas su protéger leur (destroy) "Cole" alors qu'ils n'ont pas su eux-mêmes protéger leur Pentagone ?" « Pas mal son analyse », relevait l'éditorialiste, « si on le faisait nommer aux Affaires étrangères à Sanaa ? » « Tu n'y es pas » ironisait son compagnon de route, "c'est à Washington, au Département d'Etat, qu'il faudrait le faire nommer ».

Ex-président de l'université de Sanaa, directeur du principal centre de recherche en sciences sociales <sup>(1)</sup>, Abdelaziz Al-Maqaleh, l'auteur du billet, est également un homme de lettres renommé dans tout le monde

<sup>1</sup> Le Centre Yéménite d'Etudes et de Recherches, dont dépend l'habilitation des chercheurs étrangers dans le domaine des sciences sociales. Le CYER publie notamment la revue *Dirasâte yemenya* .

arabe. Il n'est pas particulièrement « islamiste ». En tant qu'ancien baathiste, il a même plutôt tendance à se démarquer de cette génération là. C'est de façon à peu près unanime que la vox (populi) yéménite manifeste une identique réticence. Certes, ceux qui, au Yémen, s'identifient sans nuance au principe des attaques suicides contre le WTC ou le Pentagone sont une petite minorité. Mais, toutes appartenances politiques confondues, chacun récuse, souvent passionnément, la représentation très unilatérale de la campagne américaine « against terror ».

Selon que l'on lance les bombes ou qu'on les reçoit, selon que ces bombes sortent des usines d'armement des grands de ce monde ou des arrières cours de ceux qui les combattent, la qualification du « terrorisme » est, on le sait, l'objet de vieilles controverses. « Donnez-nous vos avions et nous vous donnerons nos couffins » avaient déjà lancé les combattants de l'indépendance algérienne aux autorités coloniales françaises. A Sanaa comme dans le reste du monde arabe, on criminalise donc moins spontanément et moins automatiquement les résistances armées à l'ordre né à la fin des années quatre vingt de l'effondrement de l'URSS. L'attaque contre le destroyer *USS Cole* <sup>2</sup> fournit une parfaite illustration de ce différentiel de perception : le navire de guerre, en route pour parfaire en Irak un embargo qui a déjà fait plusieurs centaines de milliers de morts a-t-il été victime d'un acte de « terrorisme » comme le veut l'administration américaine ou d'un (plus banal et moins illégitime) acte de résistance ? La rhétorique d'Oussama Ben Laden, ce fils d'émigré yéménite que l'on crédite depuis quelques années de ces terribles coups portés à l'Amérique suscite donc au Yémen une certaine curiosité, sinon une franche admiration. Une coopérante allemande a eu la surprise d'être accueillie dans une école secondaire du nord du pays par une affichette célébrant *Oussama, batalouna* (notre héros). A tous les coins de rue, on a très vite proposé ses interviews. Leur audition attentive est d'ailleurs importante pour plusieurs raisons. Derrière la rhétorique religieuse de légitimation et cette bien vilaine manie de vouloir, un peu comme George Bush Jr il est vrai, couper le monde en deux appartenances inconciliables, on y découvre surtout de plus profanes et plus banales revendications de nature essentiellement anti-impérialiste. Or aucune de ces revendications ne laisse insensibles les Yéménites. Oussama Ben Mohamed Ben Laden est le fils d'un entrepreneur qui - il y a aujourd'hui plus de 80 ans - a quitté un wadi reculé du Hadhramawt pour gagner l'Arabie Saoudite. Devenu un fortuné entrepreneur, il aimait se targuer d'avoir restauré les trois mosquées les plus sacrées de l'Islam : celles de La Mecque et de Médine d'abord, celle de Jérusalem ensuite. C'est l'occupation militaire de la patrie des deux premières, depuis la seconde guerre du Golfe, et l'inféodation aux États Unis d'un grand nombre de régimes de la Péninsule et du monde arabe qui nourrit chez son fils la plus manifeste des frustrations. « Même une poule, si un homme en armes s'en prend à son territoire, elle le combat ! Et ce n'est qu'une poule ! (...) Nous, nous ne réclamons rien d'autre que ce droit reconnu à toute créature vivante,

---

<sup>2</sup> Le 16 octobre 2000 dans le port d'Aden, au terme d'une attaque suicide qui a causé la mort de 17 marins.

pour ne rien dire des humains, pour ne rien dire des musulmans : celui de se défendre »<sup>(3)</sup>. L'occupation depuis la guerre des six jours de la mosquée d'Al Aqsa, symbole du vieux conflit palestinien, est, selon ses propres termes, « moins proche de son cœur ». Mais la Palestine a bel et bien toujours été présente dans ses préoccupations, contrairement à ce qu'ont semblé penser ceux que gênait cette envahissante filiation. L'interminable embargo irakien est la troisième grande source d'exaspération de Ben Laden, avec le long cortège des « double standard polices » de l'Occident dans cette région du monde. « Pourquoi les armes de destruction massive ne sont elles réservées qu'à l'un des deux camps ? » « Pourquoi l'Irak n'a t il jamais été condamné lorsque c'était contre l'Iran de Khomeiny que ses armes chimiques étaient braquées ? »<sup>(4)</sup>.

A l'écoute de la chaîne *Al Jezira*, on prend au Yémen la mesure de la distance inquiétante qui se creuse entre l'information des rives occidentale et arabophone du monde. *Al Jezira* n'est pas, comme certains ont essayé de le faire accroire, la chaîne « propagandiste » du guérillero islamiste. En revanche, elle ne s'interdit pas de permettre à ses auditeurs de connaître –ne serait-ce que, s'ils le désirent, pour pouvoir les condamner- les motivations et les objectifs de ce dernier. Et c'est bien là toute la différence. Les calculs économiques plus ou moins savants par lesquels Ben Laden, ancien étudiant du département d'économie de l'université 'King Abdelaziz' de Jeddah, chiffre l'étendue des pertes financières des pays pétroliers depuis que les Princes saoudiens font cause commune avec l'administration américaine pour faire chuter le prix du baril ne parviennent pas en effet aux téléspectateurs occidentaux. On préfère ici et là insister sur les seules dichotomies simplificatrices et guerrières du discours du protégé des Talibans qui jette l'anathème sur les « juifs » et les « croisés ». Des incantations trop souvent unanimistes de CNN aux débats contrastés d'Al-Jezira, dont la voix de l'Amérique n'est jamais exclue et où elle n'est même pas maltraitée, le vieux flambeau de l'objectivité médiatique est peut être en train de changer de camp.

### **"Le Yémen "islamiste": mythes et réalités"**

Le Yémen politique a eu un temps une précieuse particularité : celle d'avoir réussi à faire l'économie de la déchirure consécutive à l'émergence des courants islamistes. Ainsi, à la différence de la quasi-totalité des pays du Maghreb ou de l'Egypte, les prisons yéménites ne regorgent pas de prisonniers politiques. Dans une société où les repères symboliques de la culture musulmane n'ont été que très peu bousculés par la modernisation « importée », les islamistes ont été moins réprimés et ostracisés qu'intégrés au système, à tout le moins dans le Nord du pays, aujourd'hui hégémonique (5). Cette proximité ne peut être bien

---

<sup>3</sup> Jamel Abdellatif Isma'îl, *Ben Laden, al jazira wa ena*, Dar al Huria lil sahâfa wal tab'a wal tarjama, 2001 sans lieu d'édition.

<sup>4</sup> Jamel Abdellatif Isma'îl, op cit.

<sup>5</sup> Hégémonique depuis la fin de la guerre civile de 1994 conclue au détriment de l'ex sud socialiste. Cf *Le Yémen contemporain*, Franck Mermier, Udo Steinbach et Rémy Leveau (dir) Paris, Karthala 1999

comprise sans revenir sur l'histoire politique du Yémen dans la deuxième moitié du vingtième siècle. Depuis le début des années 1940 et la lutte révolutionnaire contre l'immobilisme de l'imamat zaydite, les islamistes ont été associés à des moments clefs de l'histoire de la République et ont ainsi acquis des créances historiques importantes sur le régime du président Ali Abdallah Saleh. Le premier jalon date de la participation décisive d'un envoyé algérien des frères musulmans d'Hassan Al Banna dans le déclenchement de la « Révolution Constitutionnelle » avortée de 1948 (6). Le second tient au rôle joué par le leader nationaliste Mahmoud Zubeiry au cours de la guerre civile de 1962 à 1970, lorsque la création d'un « parti de Dieu » a permis de faire basculer les tribus dans le camp de la République (7). Plus récemment enfin, avant la réunification puis entre celle-ci et la guerre civile de 1994, le régime d'Ali Abdallah Saleh a instrumentalisé à son service la composante radicale du courant (et notamment d'anciens volontaires de la lutte contre l'occupation soviétique en Afghanistan). Dans des combats pas toujours très nobles, ils l'ont aidé à venir à bout de ses adversaires « communistes » du Sud. Par la suite, s'agissant de contenir ces opposants « athées » du Sud, les membres des appareils de sécurité ont été longtemps choisis dans les rangs de ceux que leur hostilité idéologique aux socialistes motivait tout particulièrement.

L'une des traductions institutionnelles de cette « formule yéménite » et l'une des raisons de la solidité de l'assise du régime est résumée éloquemment par les différentes facettes du premier personnage de l'opposition, le Cheikh Abdallah Hussein al Ahmar . Président du principal parti islamiste (le Rassemblement Yéménite pour la Réforme) et président de la principale confédération tribale (les Hâched, qui ont apporté un soutien décisif à la République), le cheikh Abdallah peut régulièrement compter sur les voix du parti au pouvoir pour être élu à la présidence du parlement.

Cette proximité entre le régime et le « bouc émissaire » mondial du moment qu'est devenu le courant islamiste perturbe et agace bon nombre de partenaires occidentaux du Yémen. L'analyse dominante sacrifie souvent il est vrai à un malentendu très pernicieux : pour le regard occidental, l'origine de la violence terroriste se trouve plus naturellement dans les catégories du vocabulaire politique (en l'occurrence islamiste) employé par les acteurs de la « rébellion » contre la politique étrangère des Etats-Unis que par les déséquilibres profonds de cette politique. En visite à Sanaa, les journalistes du monde entier ont donc choisis unanimement de ne décrypter les complexes équilibres du Yémen politique et les racines profondes de la violence « terroriste » que par le seul prisme de ces « Afghans » que le pouvoir est accusé d'avoir trop longtemps toléré sur son sol, et de ces islamistes « qu'il ne combat

---

<sup>6</sup> Mohamed al-Ahnaf, *Al-Fudhayl al-Wartilani, un Algérien au Yémen : le rôle des Frères Musulmans dans la Révolution de 1948*, Chroniques Yéménites (7), CFEY, Sanaa, 2000

<sup>7</sup> Cf notamment Mahmoud Zubeiri et la fondation du parti de Dieu in Abdelmalek ATTAIEB, *At tarikh iatakalem*, Sanaa ,s.e. sans date, page 15 in *Chroniques Yéménites* 1999, Sanaa 2000 page 106 (trad f.Burgat) cy.revues.org

pas assez vigoureusement » (8). La vieille manie des tribus de régler à coup d'enlèvements de touristes leurs comptes avec un Etat central, au demeurant très « inachevé » et incapable de s'imposer sur la totalité de son territoire, facilite de surcroît tous les amalgames

#### Le retour du Yémen à la « norme institutionnelle arabe ? »

La formule politique yéménite des dix dernières années n'a pourtant pas que de mauvais côtés. Le calme relatif du pays face à la campagne américaine sur Kaboul et - toutes proportions gardées - le relatif libéralisme qui continue à y prévaloir tiennent notamment au fait qu'à Sanaa, quelles que soient les limites du parlementarisme, les forces politiques réelles y sont intégrées. Les hasards de l'histoire ont en effet, on l'a dit, mis le régime du Nord en situation de s'allier avec les forces politiques montantes (les islamistes) contre les forces en perte de vitesse (la gauche) du sud plutôt que l'inverse. Le système parlementaire jouit de ce fait d'une crédibilité qu'il n'a pas encore acquis dans bon nombre d'autres pays de la région. Par ce qu'il offre à ces forces que de nombreux régimes continuent à ostraciser, une « raisonnable » participation, il n'a pas eu encore à pallier un trop grave déficit de représentation par la répression à grande échelle à laquelle nombre de ses voisins doivent leur survie. Dans le même temps, en associant les islamistes aux difficiles enjeux du développement économique ou de la politique régionale, il participe au processus de leur « modernisation ». A Sanaa, le régime fait donc plus que manipuler ces marionnettes du pluralisme qui, de l'Égypte à l'Algérie en passant par Tunis, forment bien souvent le seul substrat de la « démocratie » arabe du moment.

Au lendemain du 11 septembre, dans une caserne des environs de Sanaa, le président Ali Abdallah Saleh a pu de ce fait conclure rapidement un efficace pacte de modération avec tous ceux qui auraient pu être tentés d'en découdre avec les Etats-Unis et leurs alliés. Le rappel de la coûteuse erreur de la guerre du Golfe a beaucoup aidé il est vrai à emporter les convictions. (9). En réponse à des demandes expresses du nouvel ambassadeur américain (Edmund Hull, ex-responsable de la lutte anti-terroriste au Département d'Etat, nommé dans la foulée de l'affaire du Cole) ou même par anticipation, il s'est donc cette fois empressé de donner toutes les preuves de son engagement dans le « bon » camp si ce n'est dans celui du « Bien ». Depuis lors, les demandent affluent de

---

<sup>8</sup> « Financements, amitiés et complicités : les traces laissées par les terroristes sont nombreuses » a sous titré ainsi *Le Monde*, donnant le ton d'une lecture qui ne s'est jamais souciée d'historiciser un tant soit peu un épisode dont on oublie trop souvent de rappeler qu'il appartient au moins autant aux méthodes des protagonistes de la guerre froide entre l'URSS et les USA qu'à celles de « l'extrémisme musulman ». (« Le Yémen, Ben Laden et les Afghans ») 12 octobre 2001

<sup>9</sup>Lors de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein, le régime du Yémen fraîchement réuni avait cru devoir en effet laisser la ferveur populaire exprimer bruyamment son désaveu de la campagne menée contre l'Irak par la coalition occidentale. Mal lui en prit. En quelques semaines, les Etats-Unis et leurs alliés des monarchies pétrolières le mirent au ban du monde régional et occidental. Près d'un million de travailleurs furent renvoyés d'Arabie Saoudite et du Golfe, les crédits des institutions financières internationales fondirent comme neige au soleil et le pays fut, avec le Soudan et l'Irak, rangé dans le camp maudit des perdants de la guerre. Dix longues années furent nécessaires pour mettre fin à cette coûteuse ostracisation cf notamment : *Le Yémen et le Monde 1990-2000*, Centre Français d'Etudes Yéménites-Centre de Prospective, Madbouli, Le Caire, 2000, 394 pages (langue arabe).

plus de « garanties » dans la lutte contre un « terrorisme » dont on connaît toutefois de plus en plus mal les frontières. Quelques jours à peine après le 11 septembre, l'Université Al Imane dirigée par le cheikh Abdelmajid Al Zandani, leader de l'aile radicale du Rassemblement Yéménite pour la Réforme (L'Islah), a été « mise en veilleuse » sinon véritablement fermée (10). Depuis lors, quelques déclarations ont bien dénoncé ici et là par voie de presse les concessions coupables faites à cette guerre impopulaire menée contre des musulmans au nom des seuls intérêts de la première puissance du monde. Une manifestation anti-américaine a également eu lieu mais à ...Amrane, bourgade située à 50 km au nord de Sanaa, loin des caméras des télévisions. Pour l'essentiel, une coopération sans réserve et sans limite a en fait été instituée avec les différentes agences américaines de renseignement. Les dossiers demeurés inaccessibles au lendemain de l'attaque contre le USS Cole sont désormais dans les mains des agents américains. Les forces spéciales dirigées par l'un des frères du président font l'objet d'une attention particulière et reçoivent entraînement, matériel et conseils en tous genres. Une commission commune coordonne les échanges. Le renouvellement du personnel des appareils de sécurité s'est accéléré : les fonctionnaires jugés trop proches des islamistes ont été mutés au profit des anciens agents du Sud socialiste qu'ils avaient longtemps combattu. Environ mille cinq cents arrestations préventives ont été opérées dans les rangs des candidats potentiels à l' « action directe ». A Sanaa encore, le siège de la société Al-Barakat, négociant en miel, soupçonnée d'entretenir des relations financières avec Al Qa'ida, a été fermé. Une partie des Imams du vendredi aurait été révoquée au profit de prêcheurs « modérés » auxquels il est interdit de commenter l'actualité internationale. Une mention, récurrente dans les mosquées à l'heure de la prière, empreinte d'une hostilité ouverte à l'égard des chrétiens, des juifs et des...communistes a été par ailleurs interdite (11). Depuis la mi-novembre, les cassettes d'Oussama Ben Laden sont devenues introuvables et leurs promoteurs auraient été détenus plusieurs jours afin de les dissuader de persévérer dans leur entreprise. Aux frontières, les contrôles se sont considérablement renforcés, pas seulement pour les vols en provenance du Pakistan (12).

Cette coopération exemplaire a bien sur un prix politique. La tension avec l'opinion n'est pas sans comporter à terme quelques risques

---

<sup>10</sup> Les locaux inaugurés 4 ans plus tôt et d'où venait de sortir une première promotion de diplômés de sciences religieuses, ont été toutefois vidés préventivement de leur matériel informatique, par crainte des frappes américaines. Trois cent cinquante étudiants étrangers sont depuis lors sous le coup d'une expulsion, mise lentement en application.

<sup>11</sup> Grâce notamment à ses centaines de milliers d'émigrés répartis de par le Monde, l'ex « Tibet de la mer rouge » est demeuré bien moins coupé du monde et de ses exigences de pluralisme qu'on pourrait parfois le penser. Il est néanmoins peu contestable que les représentations populaires des adeptes des autres religions, y compris de celles « du Livre » – sont demeurées aussi peu nuancées que celles dont la culture judéo-chrétienne a plus ou moins réussi à se débarrasser au cours du 20<sup>ème</sup> siècle.

<sup>12</sup> La surveillance des jeunes musulmans occidentaux, possibles candidats à un enrôlement idéologique, ou celui des « afghans » fuyant la défaite des Talibans est tout particulièrement stricte. Les ressortissants de la CEE ne bénéficient plus de la possibilité de se faire délivrer un visa à l'un des aéroports internationaux du pays. Le tourisme individuel est de facto interdit puisque les visas sollicités en Europe hors agence de voyage sont soumis à l'obtention d'une invitation institutionnelle.

pour le régime qui pourrait alors céder à la tentation répressive. Le prix de la satisfaction des exigences américaines « brûle » en effet « la main du chef de l'État ». Celui-ci a tenu à le faire comprendre à plusieurs de ses interlocuteurs étrangers. Il l'a sans doute redit à ses hôtes à Washington (le 26 novembre) et à Paris (le 30). La rue, si elle est restée paisible, semble moins que jamais convaincue par la lecture sécuritaire de la crise. La déroute des Taliban, écrasés sous les bombes, a été vécue comme une surprise agacée devant une enième défaite des pauvres devant les riches bien davantage que comme une « libération » de la société civile afghane. La mémoire des yéménites tués dans l'écrasement de la rébellion de la prison de Mazar Al-Sharif a été célébrée dans la presse qui s'est refusée à criminaliser leur engagement. L'offensive américaine contre Al-Jezira (dont le siège à Kaboul a été bombardé) semble par ailleurs avoir achevé de convaincre chacun de la sélectivité de la morale américaine en matière d'information. Si les pressions extérieures continuent à s'exercer sans discernement, l'équilibre fragile de la formule yéménite risque dès lors d'être remis en cause. Pour anticiper tout risque de déstabilisation, le régime pourrait emprunter plus systématiquement encore les raccourcis de la solution répressive qui lui vaudrait de substantielles aides économiques. Pour Ali Abdallah Saleh, la tentation existe ainsi de faire subir aux islamistes le sort qui fut réservé aux socialistes en 1994. Si cette orientation devait se confirmer, le Yémen accélérerait son entrée dans le giron de la « norme institutionnelle arabe ». Les élections plus ou moins tronquées (le président-candidat aux élections présidentielles de septembre 1999 n'a pas toléré d'adversaire autre qu'un membre de son propre parti (13)) font, déjà partie du système. Il n'y manque plus que la répression de la moitié ou plus du paysage politique.

Ce pourrait être la condition, ô combien paradoxale, pour que le Yémen ne soit plus inscrit sur la liste noire des « Etats voyous » du département d'Etat américain.

FB, politologue, CEFAS-CNRS, Sanaa (Yémen)

---

13 F.B. « Les élections présidentielles de septembre 1999 au Yémen : du *pluralisme armé* au retour à la *norme arabe* », *Maghreb-Machreq Monde Arabe* (168), Avril-Juin 2000.